

## TROIS QUESTIONS À...

**GUILLAUME DE REYNAL**,  
président de l'association  
« Construire notre vivre ensemble »

« Que la vérité sur l'heure de nous-même soit mise au jour »



(Photo E.H.Y./FranceAntilles)

Personnage dynamique du paysage socio-politique martiniquais, Guillaume de Reynal est ce que l'on pourrait appeler un « briseur de conformisme ». Tour à tour figure truculente de la vie politique, lanceur d'alerte en ce qui concerne le tourisme sous sa forme actuelle, il est viscéralement empreint de l'idée selon laquelle « le Martiniquais est tout sauf une race ». Concept qu'il met en œuvre avec Construire notre vivre ensemble (CNVE).

**Guillaume de Reynal, l'association CNVE n'est-elle pas un clone du Tous Créole, initié naguère par Roger de Jaham ; une charte de bons et pieux sentiments, visant à calmer les rancoeurs de la société martiniquaise contemporaine ?**  
Je tiens tout d'abord à saluer la mémoire de mon ami Roger de Jaham dont l'action a été capitale, en ce qui concerne notre Martinique. Ensuite, je vous ferais remarquer que dans le processus dynamique qui doit être le nôtre, toutes les initiatives sont liées. Encore faut-il savoir les lire, les comprendre et les interpréter. Enfin, comme le disait cet autre : « Sans la Négritude césairienne, point de Créolité ».

**Donc vous parachevez, en somme, ce que d'autres avaient envisagé ?**

J'aimerais si vous le voulez bien, que l'on ne revienne pas sur des comparaisons, pour envisager notre action. Vous serez d'accord, qu'à la lumière des déboulonnages récents de statues, une certaine crispation s'est instaurée entre les composantes de la société locale. Vous me direz qu'ailleurs aussi la violence fait rage. Mais c'est ici et maintenant qui nous importe. Chez nous la crise économique mondiale se double du syndrome d'un abcès qui n'a pas été crevé, depuis l'abolition de l'esclavage. N'oubliez jamais les trois constituantes d'un pays : une histoire, une population et un vouloir vivre ensemble. Nous sommes bien un pays, au sens de la Bretagne ou du Pays Basque et plus encore, du fait de notre insularité. Ce qui signifie que nous sommes destinés inéluctablement à vivre ensemble. Loin d'être une fatalité,

comme le considéraient certains anciens qui émigraient, c'est une richesse. Ce que Édouard Glissant nommait le Tout monde, se construit. C'est là l'enjeu qui nous est proposé à nous autres Martiniquais. Et que Construire notre vivre ensemble relève du dès à présent.

**Encore et toujours la rengaine du renouveau, avec au bout du chemin un vide sidéral ?**

Je ne m'aventurerai pas à juger ce qui a été fait ou pas. Tout simplement par un souci d'efficacité et de gain de temps. Tout d'abord, nous allons avec le comité scientifique de l'association, nous atteler à un travail de recherche et de vulgarisation de notre histoire, de notre culture et de notre société. Il est tant que les barrières du temps passé soient abattues et que la vérité sur l'heure de nous-même soit mise au jour. L'histoire manichéenne doit être abolie. Un de mes amis aime à dire que le monde n'est ni blanc, ni noir, mais bien gris. Comment se dire Martiniquais et ignorer les composantes du creuset dont nous sommes issus ? Ce n'est pas moi qui le premier ai dit qu'un homme qui ne connaît pas son passé, n'a pas d'avenir. Alors, ouvrons nos archives, mettons au jour les arcanes de nos mémoires. Et sans fausse honte ou préjugés idiots, comparons nos vécus. C'est ainsi que d'ores et déjà, je peux annoncer l'édification d'un mémorial de l'esclavage à la Pagerie. Ça c'est pour crever l'abcès que j'évoquais au début de notre entretien.

Eric Hersilie-Héloïse

## Report des Assises économiques des Outre-mer

En raison de circonstances indépendantes de leur volonté, liées à l'aggravation de la situation sanitaire à Paris, les organisateurs des Assises économiques des Outre-mer, Ouest-France, le marin et Ilago se voient contraints de renoncer à la tenue du congrès cette année. La première édition des Assises économiques des Outre-mer est ainsi reportée en 2021. Tous les billets, que ce soit pour une participation en présentiel ou pour l'accès au streaming en direct, resteront valables pour les nouvelles dates qui seront communiquées ultérieurement. Les personnes déjà inscrites qui seront dans l'impossibilité de participer aux prochaines assises peuvent contacter les organisateurs, afin de se faire rembourser depuis le site internet [www.economieoutremer.fr](http://www.economieoutremer.fr) (rubrique « Contact »).

## L'Outre-mer recrute des profils « péyi »

Pour la 3<sup>e</sup> année consécutive, le groupe Créo organisait, en partenariat avec les cabinets Alpha Conseil et Randstad Search, le pavillon Outre-mer du salon Paris pour l'emploi, qui s'est tenu jeudi et vendredi derniers à la grande halle de la Villette.

Six entreprises dont les groupes Bernard-Hayot, Blandin ou encore Physadis-Batir représentaient les Outre-mer. Une centaine de postes étaient à pourvoir et 250 personnes sont passées les voir ! GBH, par exemple, a récupéré 120 curriculum vitae en direct tandis que 184 autres étaient laissés par des visiteurs virtuels ! L'emploi dans les territoires d'Outre-mer a donné lieu à un webinaire au titre éloquent : « L'Outre-mer : un vrai choix de carrière ». Cela a permis de faire le point sur le marché de l'emploi dans nos régions et sur les possibilités de carrière. « Les entreprises recrutent et affichent clairement leur volonté d'attirer des profils locaux », observe Maël Disa, le délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'Outre-mer en visite sur le salon jeudi matin, « des gens qui sont connaisseurs des territoires et qui s'installent de façon pérenne ». Selon Laïza Marie de l'association Jeunesse Outre-mer, le projet de retour au pays après ses études doit être conçu comme un vrai « choix de vie ». Elle a observé, notamment depuis le confinement, que certains préparent leur retour parfois jusqu'à deux ans à l'avance. « Il y a des postes offerts

en Guadeloupe et en Martinique dans les métiers de la finance, comme comptable ou contrôleur de gestion, dans les ressources humaines et il y a peu de candidats », signale-t-elle. D'où la nécessité de faire un travail de connexion, comme Jeunesse Outre-mer le fait déjà avec Alé Viré en Martinique. « Nous travaillons, poursuit le délégué Maël Disa, à mettre en adéquation l'offre et la demande, en accompagnant les étudiants dans leurs choix d'orientation, mais en parlant aussi avec les formateurs dans la durée. » « Nous ne sommes qu'au début de l'explosion des retours au pays », assure Laïza Marie.

## « Il existe un marché caché »

Cédric Cepisul, directeur d'Alpha Conseil, cabinet de recrutement spécialisé dans l'emploi outre-mer, est l'exemple type de ce retour réussi au pays. Cédric est revenu en Martinique après avoir travaillé vingt ans à Paris où sont nés et ont grandi ses enfants. « 80 % des cadres affirment qu'ils sont prêts à quitter la région parisienne et 30 % le font », explique-t-il. « C'est valable pour les provinciaux mais aussi pour les



Ultramarins. » Lui aussi insiste pour dire que « c'est un choix de vie, un choix de famille ».

## Un challenge à relever

Laïza prévient les candidats au retour : « Il va falloir s'intégrer. Vous serez challengé. Vous allez prendre peut-être la place de quelqu'un qui attendait ce poste ». La perception que les candidats se font de l'Outre-mer n'est pas toujours bonne. Beaucoup pensent qu'ils n'auront pas les mêmes évolutions de carrière que dans l'Hexagone. « Il existe un marché caché, confie Laïza, alors il faut faire valoir la moindre de ses compétences ! »

Kétura Telon a quitté la Guyane pour faire ses études et est restée douze ans dans l'Hexagone. Elle a décidé de revenir il y a dix-huit mois. Le groupe Créo l'a recrutée au service des ressources humaines pour Leader Price et Megastore. Elle est rapidement devenue responsable. « La Guyane est prête pour les jeunes qui veulent rentrer ! » Selon elle, le BTP, le futur réseau de bus à haut niveau de service, les enseignes qui s'installent sont des signes positifs. Magali d'Abadie de Lurbe, directrice des ressources humaines du groupe Créo, estime que la crise de la Covid a boosté cette envie de retour. « Il y a toujours la peur de ne pas retrouver les mêmes opportunités de carrière ou d'évolution de carrière par rapport à des structures plus importantes dans l'Hexagone, mais les opportunités sont réelles dans notre tissu de PME et de TPE car cela demande beaucoup de polyvalence ! » Enfin, les conditions de rémunération sont souvent du même niveau que dans l'Hexagone et parfois plus généreuses. « On ne demande pas aux jeunes de sacrifier leur confort pour rentrer au pays, se félicite le délégué Maël Disa. C'est juste un challenge à relever ! »

F.-X. G., à Paris



Magali d'Abadie de Lurbe, directrice des ressources humaines du groupe Créo, estime que la crise de la Covid a boosté cette envie de retour. (Photos F.-X.G./FranceAntilles)